Document generated on 05/09/2025 6:57 a.m.

Documentation et bibliothèques

Les bibliothèques publiques québécoises
Quebec Public Libraries
Las bibliotecas públicas quebequenses

Hélène Roussel

Volume 54, Number 2, April–June 2008

Topographie du Québec documentaire

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1029310ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1029310ar

See table of contents

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)
2291-8949 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Roussel, H. (2008). Les bibliothèques publiques québécoises. *Documentation et bibliothèques*, *54*(2), 59–64. https://doi.org/10.7202/1029310ar

Article abstract

Quebec public libraries have made important progress since the end of the 1970s : new construction, renovations, increasing and diversifying collections, computerization, the Internet, electronic services, opening of the Grande Bibliothèque. In this era of knowledge, well-focused policies carried out in consultation within a network that takes advantage of new technologies and of its qualified and numerous personnel will allow public libraries to reach a larger number of citizens in a spirit of accessibility and social inclusion.

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED) et Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ), 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ARGUS
LA REVUE QUÉBÉCOISE DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE
DOCUMENTATION BIBLIOTHÈQUES

Les bibliothèques publiques québécoises

HÉLÈNE ROUSSEL
Directrice générale de la diffusion
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
helene.roussel@banq.qc.ca

RÉSUMÉ | ABSTRACTS | RESUMEN

Les bibliothèques publiques du Québec ont réalisé des progrès importants, principalement depuis la fin des années 1970 : nouvelles constructions, rénovations, augmentation et diversification des collections, informatisation, Internet, services électroniques, ouverture de la Grande Bibliothèque. En cette ère du savoir, des actions bien ciblées, effectuées en concertation au sein d'un réseau, mettant largement à profit les technologies nouvelles, avec un personnel qualifié et nombreux, permettront d'atteindre un plus grand nombre de citoyens dans un esprit d'accessibilité et d'inclusion sociale.

Quebec Public Libraries

Quebec public libraries have made important progress since the end of the 1970s : new construction, renovations, increasing and diversifying collections, computerization, the Internet, electronic services, opening of the Grande Bibliothèque. In this era of knowledge, well-focused policies carried out in consultation within a network that takes advantage of new technologies and of its qualified and numerous personnel will allow public libraries to reach a larger number of citizens in a spirit of accessibility and social inclusion.

Las bibliotecas públicas quebequenses

De acuerdo a la misión que le ha confiado su propia Ley constitutiva, Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ) ocupa un lugar aparte al seno del medio quebequense de la documentación. De esta manera, BAnQ se compromete a suscitar la colaboración entre todos aquellos que laboran en este campo, a promover los proyectos colectivos y a ofrecer en la medida de lo posible recursos, apoyo y pericia en una perspectiva de coherencia e uniformización de las prácticas y de cooperación.

LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES, on les connaît. Sa bibliothèque municipale, on sait qu'elle est là, près de chez soi. On la fréquente aussi. Elle inspire la fierté. Qui plus est, on choisit souvent son domicile en tenant compte du voisinage de la bibliothèque, comme on tient compte de la proximité de l'école et du centre communautaire. Que de chemin parcouru depuis l'époque, pas très lointaine, où les bibliothèques obtenaient difficilement l'attention et les fonds des communautés et des administrations locales.

Bien sûr, les Québécois pourraient être plus nombreux à fréquenter leurs bibliothèques. Les rayons devraient être mieux garnis, les heures d'ouvertures étendues, les services à distance plus développés. La population connaît trop peu l'aide que le personnel de la bibliothèque est en mesure de lui apporter. Celui-ci, souvent débordé, ne compte pas suffisamment de professionnels et de spécialistes en documentation, en bibliothéconomie et en sciences de l'information. Que de chemin à parcourir encore !

Il importe de jeter un regard sur le passé pour mieux évaluer les progrès réalisés, afin de tracer la voie vers des bibliothèques offrant encore plus de services aux citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Les premières bibliothèques publiques

L'histoire des bibliothèques publiques du Québec s'inscrit pleinement dans l'évolution de la société. Leur naissance remonte à l'époque de la colonie britannique. Avant la Conquête de 1760, on ne trouvait en Nouvelle-France que des bibliothèques de communautés religieuses et des bibliothèques privées. La Bibliothèque de Québec (Quebec Library), fondée dans la capitale en 1779 à l'initiative du gouverneur Frederick Haldimand, est considérée comme la première bibliothèque publique québécoise.

Tout comme la Bibliothèque de Québec, d'abord bilingue puis devenue essentiellement de langue anglaise, les premières bibliothèques de Montréal s'avèrent surtout anglaises, bien qu'on y trouve des abonnés francophones : la Bibliothèque de Montréal / The Montreal Library fondée en 1796, le Mechanics' Institute établi en 1828 ou encore la Mercantile Library Association créée en 1840. Même la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal sera transférée au Fraser-Hickson Institute.

Tableau 1
Comparaison entre les bibliothèques publiques québécoises, canadiennes et américaines en 1937

	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
Population	3 141 000	3 637 000	11 045 000	128 824 829
Bibliothèques	26 (9 francophones)	460	642	
Abonnés	29 125	814 329		
Abonnés (% de la population totale)	1 %	22 %		
Documents empruntés	602 900	14 160 816		
nombre par personne	2	35	18	38
Dépenses (lecture publique)	189 865$	1 203 062$		
totales par personne	6$	33$	18$	38$

À partir des années 1840, l'Église catholique francophone favorise la création de bibliothèques paroissiales. En 1844 naît l'Œuvre des bons livres, fondée par le curé de Montréal et supérieur de Saint-Sulpice, Joseph-Vincent Quiblier. Les mots d'Antoine Gérin-Lajoie, ex-président de l'Institut canadien, permettent de saisir la nature des collections offertes dans ces bibliothèques :

> Qu'y a-t-il dans cette grande et commerçante cité, en fait de bibliothèques publiques ? Je ne reprocherai rien à la population de langue anglaise de cette ville qui à elle seule possède trois jolies bibliothèques publiques et quatre chambres de nouvelles ; mais qu'y a-t-il pour la population canadienne qui ne lit pas l'anglais ? La « bibliothèque des Bons livres » qui contient plusieurs mille volumes, a fait sans doute beaucoup de bien parmi les classes ouvrières depuis quelques années, et a contribué à donner du goût pour la lecture... Ce n'est point là que vous trouverez des leçons sur l'économie politique, sur les affaires commerciales, sur les questions vitales du jour. On peut y trouver tout ce qu'il faut pour améliorer notre condition morale, mais non notre condition matérielle[1].

Cette détermination à offrir à la population de « bons livres » (appellation qui exclut généralement les romans) persiste pendant plusieurs décennies, comme le montre notamment le long débat entourant la création d'une bibliothèque municipale à Montréal au début du XXe siècle. Les bibliothèques paroissiales, qui se multipliaient sur le territoire québécois, furent souvent les seules à pouvoir satisfaire, tout au moins partiellement, le besoin de lecture de plusieurs générations. En 1925, on en dénombrait 230 ; en 1930, il y en avait 275, puis 322 en 1937. Toutefois, comme le dit Marcel Lajeunesse, « les bibliothèques paroissiales ne furent pas les précurseurs des bibliothèques publiques québécoises mais elles en furent plutôt les substituts. Elles n'existèrent pour la plupart que pour empêcher la bibliothèque publique d'émerger[2] ».

Pendant ce temps, dans le reste du Canada et plus particulièrement en Ontario, les bibliothèques publiques se multiplient et jouissent de moyens nettement plus importants. Plusieurs études réalisées entre 1930 et 1940 sur les bibliothèques québécoises et canadiennes montrent une situation désolante au Québec. C'est ce que décrivent tant les trois commissaires qui ont sillonné le Canada en 1930-1931 (rapport Ridington[3]) que Félix Desrochers dans son rapport au Congrès de la langue française de 1937, qui permet de brosser le portrait apparaissant dans le tableau 1.[4]

Une révolution qui se fait attendre

Les années 1960 marquent le début de la Révolution tranquille qui va transformer profondément la société québécoise. Mais cette révolution se fait attendre dans les bibliothèques. En effet, bien que l'on constate des progrès au cours des décennies 1960 et 1970, le Québec peine toujours à combler son retard. Les Québécois fréquentent toujours peu leurs bibliothèques, elles-mêmes peu nombreuses. Ce constat est encore plus vrai pour les adultes. Les bibliothèques destinées aux jeunes, généralement plus dynamiques, attirent bon nombre de lecteurs en devenir.

Il faudra un plan de développement amorcé par le ministre Denis Vaugeois en 1979 pour donner une impulsion sensible à l'essor des bibliothèques municipales, autonomes ou affiliées aux bibliothèques centrales de prêt (BCP), devenues par la suite les centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP)

1. *La Minerve*, 14 mai 1847, cité dans Lajeunesse, Marcel. 2004. Les bibliothèques québécoises : les avatars de leur rôle social à travers les âges. In *Lecture publique et culture au Québec : XIXe et XXe siècles*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 17.

2. Lajeunesse, Marcel. 1998. Les bibliothèques paroissiales, précurseurs des bibliothèques publiques au Québec. In *Les bibliothèques québécoises d'hier à aujourd'hui. Actes du colloque de l'Asted et de l'AQÉI, Trois-Rivières, 27 octobre 1997*. Montréal : les Éditions Asted, 64.

3. Commission of Enquiry, John Ridington Chairman. 1933. *Libraries in Canada. A Study of Library Conditions and Needs*. Toronto : Ryerson; Chicago : American Library Association.

4. *Le Canada français*, 30 juin 1937, cité dans Lajeunesse, Marcel. 2004. La lecture publique au Québec au XXe siècle : l'ambivalence des solutions. In *Lecture publique et culture au Québec : XIXe et XXe siècles*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 126.

Tableau 2
Évolution des bibliothèques publiques québécoises de 1960 à 1985

	1960	1970	1980	1985
Population totale	5 149 193	6 371 032	6 365 646	6 517 948
Population desservie (% de la population totale)	45,1 %	59,3 %	78,9 %	85,5 %
Bibliothèques				
• autonomes	71	111	118	140
• affiliées	0	132	513	709
Abonnés				
• nombre	331 445	792 468	1 038 504	1 342 717
• % de la population desservie	14,3 %	21 %	20,7 %	24,1 %
Livres personne	0,8	1,1	1,4	1,8
Documents empruntés				
• nombre	3 928 160	9 500 624	16 372 643	24 118 009
• par personne	1,7	2,5	3,3	4,3
Dépenses				
• totales	1 554 154 $	6 314 634 $	48 336 124 $	76 795 228 $
• par personne	0,67 $	1,67 $	9,63 $	13,77 $

Tableau 3
Évolution des bibliothèques publiques québécoises entre 1960 et 2005

	1960	1985	2005	Indices de croissance 2005 / 1960
Population desservie	45,1 %	85,5 %	94,9 %	2,1
Proportion d'abonnés (% de la population desservie)	14,3 %	24,1 %	34,5 %	2,4
Livres et autres documents par personne	0,8	1,8	3,0	3,8
Documents empruntés par personne	1,7	4,3	6,2	3,7
Dépenses totales par personne	0,67 $	13,77 $	37,18 $	5,5

Sources :
Pour les années 1960 et 1985 : Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec. 1987. *Les Bibliothèques publiques : une responsabilité à partager. Rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec.* Québec. 359 p.
Pour l'année 2005 : *Bibliothèques publiques. Statistiques 2005.* Québec. Ministère de la Culture et des Communications. 2006. 82 p.
* Calcul effectué en estimant une valeur en dollars constants.

et désignées depuis quelques années sous l'appellation de Réseau BIBLIO.

Mais déjà, au lendemain du plan quinquennal du ministre Vaugeois, on constate un essoufflement de la progression des bibliothèques publiques, lesquelles n'ont pourtant pas atteint un niveau modèle. Aussi, le gouvernement met-il sur pied, en 1987, une Commission d'étude sur les bibliothèques publiques. Du rapport de la Commission Sauvageau sont tirés les chiffres du tableau 2 pour témoigner du progrès des bibliothèques québécoises entre 1960 et 1985[5] :

Situation actuelle

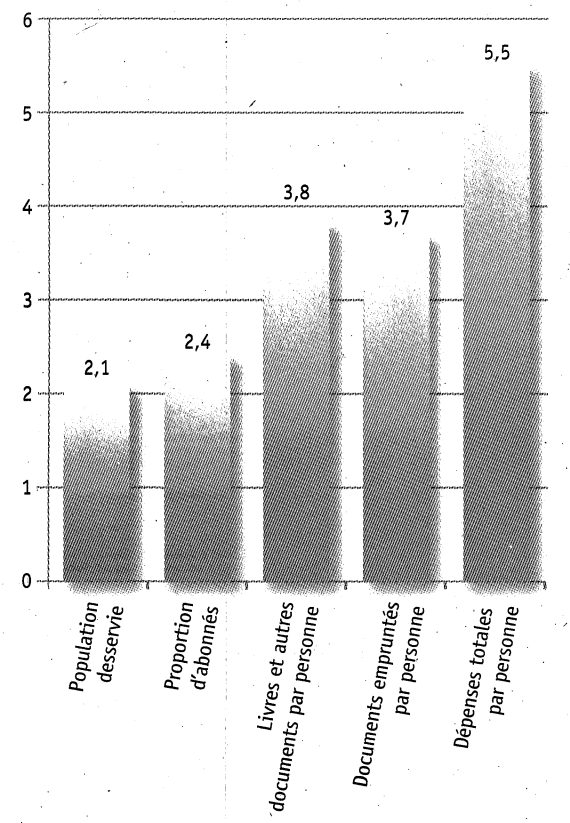
Force est de constater qu'un bon nombre des recommandations du rapport Sauvageau n'ont pas connu de suite. Mais ses conclusions ont guidé et inspiré les décisions prises dans la décennie 1990. Entre-temps, les changements se sont multipliés, transformant le paysage documentaire québécois : informatisation et télécommunications, adoption rapide d'Internet, création de la Grande bibliothèque, réunie depuis avec la Bibliothèque nationale et les Archives nationales du Québec (devenant BAnQ)... pour ne mentionner que quelques faits ayant marqué les dernières années du XXe siècle.

Nombreux sont les artisans qui œuvrent au développement des bibliothèques : bibliothécaires et personnel des bibliothèques, responsables des dossiers des bibliothèques dans les municipalités et au ministère de la Culture, écoles de formation dans les universités et les collèges, membres des associations professionnelles. Tous peuvent être fiers des progrès accomplis en moins d'un demi-siècle (voir tableau 3).

Les indices calculés ci-haut pour mesurer le chemin parcouru par les bibliothèques québécoises entre les années 1960 et 2005 révèlent que :

5. Commission d'étude sur les bibliothèques publiques du Québec. 1987. *Les bibliothèques publiques : une responsabilité à partager. Rapport.* Québec : la Commission.

Figure 1
Indices de croissance des bibliothèques québécoises. Année 2005 / année 1960



- le pourcentage de la population desservie par les bibliothèques publiques a doublé ;
- le pourcentage d'abonnés a plus que doublé ;
- le nombre de documents dans les collections a presque quadruplé ;
- le nombre de documents empruntés par les usagers a lui aussi presque quadruplé ;
- les dépenses consacrées aux bibliothèques ont plus que quintuplé.

Bien sûr, ces informations sont macroscopiques et ne permettent pas d'évaluer la qualité des collections ni des services offerts, non plus que de différencier les situations selon les types de municipalités. Mais il n'en demeure pas moins que l'on peut constater l'immense progrès des bibliothèques québécoises[6]. Comment se comparent-elles aujourd'hui à leurs consœurs canadiennes ?

Afin de ne pas alourdir l'analyse, nous nous sommes limités à comparer les bibliothèques du Québec avec celles de l'Ontario, l'étalon historique, et avec celles de la Colombie-Britannique, lesquelles affichent une nette progression depuis plusieurs années. Le tableau 5 brosse ainsi le portrait des bibliothèques publiques dans les trois provinces canadiennes les plus populeuses :

Forces actuelles et enjeux pour l'avenir

Le diagnostic comparatif posé à partir de quelques indicateurs permet de constater les progrès réalisés par les bibliothèques publiques du Québec et surtout d'identifier les actions qui leur permettront de poursuivre leur développement.

On a vu, au tableau 5, que les bibliothèques québécoises se situent en bonne position en ce qui concerne la population desservie et le nombre de documents mis à sa disposition. Les conditions sont favorables à l'augmentation du nombre d'abonnés, ce qui se répercutera nécessairement sur le nombre d'emprunts de documents, lequel ne se limite plus à l'emprunt sur place mais couvre également la consultation et l'emprunt en ligne. On peut certainement affirmer que les investissements des municipalités et du gouvernement, de même que la Politique du livre et de la lecture du ministère de la Culture et des Communications (1998-2003) et son plan d'action, ont porté fruit. Des analyses plus fines permettraient d'évaluer la qualité des collections, leur évolution par rapport aux ressources électroniques, et d'apprécier la satisfaction des besoins des usagers.

Malheureusement, il n'est pas possible de rendre compte de l'offre de ressources électroniques et de services à distance ni de l'usage qui en est fait par les usagers. Les systèmes de collecte des statistiques commencent tout juste à intégrer ces informations, essentielles si l'on veut dresser un portrait complet des bibliothèques publiques. Tant au Québec que dans l'ensemble du Canada, une solution apparaît grâce à la révision des systèmes d'information statistique et à la présence de normes et de standards internationaux.

Quant aux prêts entre bibliothèques (PEB), ils augmentent sensiblement avec la mise en place récente, par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, du *Catalogue des bibliothèques du Québec* (www.cbq.banq.qc.ca) et d'un logiciel commun de PEB. Encore faudra-t-il en adapter les modalités aux besoins des usagers : fourniture électronique de documents, livraison à domicile, etc.

Le PEB et le nouveau catalogue concrétisent les plus récents développements dans le réseautage des bibliothèques publiques et leur mise à niveau technologique. Ces résultats découlent directement des travaux de la Table de concertation des bibliothèques québécoises, laquelle réunit des représentants de tous les milieux documentaires : bibliothèques publiques, universitaires, collégiales, scolaires, de même que des gens du milieu municipal et des associations professionnelles.

Depuis 2002, les bibliothèques publiques sont regroupées au sein du Consortium d'acquisition des ressources électroniques du Québec (Careq), lequel procède à l'achat en commun de ressources en ligne.

6. Nous avons renoncé à confronter la situation actuelle des bibliothèques publiques aux normes et standards établis pour les bibliothèques québécoises, préférant attendre une version révisée, actuellement en préparation, du guide actuel : *Pour des bibliothèques de qualité : guide à l'usage des bibliothèques publiques*. 1996. Montréal : Asted.

Tableau 5
Évolution comparée des bibliothèques publiques de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec de 1985 à 2005

	1985	2000	2005
Population totale			
• Ontario	8 976 992	11 685 380	12 416 700
• Colombie-Britannique	2 744 467	4 029 253	4 254 522
• Québec	6 517 948	7 363 111	7 598 146
Population desservie			
• Ontario	99,5 %	92,6 %	n. d.
• Colombie-Britannique	97,0 %	97,9 %	97,2 %
• Québec	85,5 %	91,6 %	94,9 %
Points de service			
• Ontario		1249	1112
• Colombie-Britannique		246	239
• Québec			1048
Proportion d'abonnés (% de population totale)			
• Ontario		40,4 %	40,6 %
• Colombie-Britannique		57,8 %	59,3 %
• Québec [1]	20,6 %	27,9 %	32,7 %
Proportion d'abonnés (% de population desservie)			
• Ontario		43,6 %	47,0 %
• Colombie-Britannique		59,1 %	61,0 %
• Québec[2]	24,1 %	30,5 %	34,5 %
Documents par personne			
• Ontario	2,77	3,23	3,36
• Colombie-Britannique	2,33	2,64	2,76
• Québec	1,81	2,28	2,98
Documents empruntés par personne			
• Ontario	7,4	8,8	10,2
• Colombie-Britannique	10,2	11,9	12,6
• Québec	4,3	5,4	6,2
Prêts entre bibliothèques / 1000 habitants			
• Ontario		17,84	21,72
• Colombie-Britannique		21,27	24,69
• Québec		3,07	4,80
Demandes d'information / 1000 habitants			
• Ontario		1,05	0,92
• Colombie-Britannique		1,04	1,03
• Québec		0,25	0,29
Dépenses totales par personne			
• Ontario	24,70 $	34,78 $	41,22 $
• Colombie-Britannique	19,96 $	34,84 $	36,92 $
• Québec	13,77 $	25,67 $	37,18 $
Employés par 1000 habitants			
• Ontario		0,56	0,62
• Colombie-Britannique		0,50	0,51
• Québec		0,35	0,38
Bibliothécaires par 1000 habitants			
• Ontario	0,12	0,11	0,12
• Colombie-Britannique	0,11	0,11	0,11
• Québec	0,04	0,05	0,05

Sources : Statistiques des ministères responsables des bibliothèques publiques au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

1. Au nombre d'abonnés apparaissant dans *Bibliothèques publiques : statistiques 2005* du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine sont ajoutés les abonnés inscrits à BAnQ.
2. *Idem*

Cette offre locale est complétée par les ressources électroniques mises à la disposition de tous les Québécois par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, dont plus des trois quarts peuvent être consultées à distance. Grâce au Careq, *Encyclopaedia Universalis* est maintenant accessible à distance à 3,5 millions de Québécois de même qu'à l'ensemble de la population du Nouveau-Brunswick, aux abonnés de 11 bibliothèques ontariennes et à ceux de la Winnipeg Public Library au Manitoba, où se trouvent des communautés francophones.

Des efforts importants doivent être consentis pour doter les bibliothèques publiques du personnel requis, notamment de bibliothécaires professionnels en nombre suffisant, de façon qu'elles puissent s'acquitter pleinement de leur mandat en cette ère du savoir et d'Internet.

Le tableau 5 indique encore que la performance des services d'information et de référence des bibliothèques publiques québécoises est nettement inférieure à celle des bibliothèques de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Il faut certainement mieux faire connaître ces services aux usagers. Un projet de référence coopérative virtuelle pourrait constituer une voie intéressante pour développer ces services essentiels, en unissant les forces et en partageant les ressources. Les bibliothèques demeurent une ressource fiable et tout indiquée pour satisfaire les besoins d'information des citoyens, même et surtout à l'ère d'Internet. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la nouvelle génération d'Internet, le WEB 3.0, se préoccupe de métadonnées et de qualité des informations, questions qui ont retenu de tout temps l'attention des bibliothèques[7].

Qui dit services d'information et de référence, dit ressources humaines qualifiées et en nombre suffisant. Or, le tableau 5 rappelle sans équivoque que la situation des bibliothèques québécoises n'a pas connu d'amélioration à cet égard au cours des vingt dernières années. Des efforts importants doivent être consentis pour doter les bibliothèques publiques du personnel requis, notamment de bibliothécaires professionnels en nombre suffisant, de façon qu'elles puissent s'acquitter pleinement de leur mandat en cette ère du savoir et d'Internet.

Lors du Colloque sur l'avenir des bibliothèques publiques du Québec, tenu en avril 2007, les participants ont identifié les pistes d'action suivantes[8] :

- consolidation et développement du réseau des bibliothèques québécoises, qui peuvent compter sur les technologies de l'information et des télécommunications pour les aider à réaliser bon nombre d'initiatives de réseautage ;
- connaissance des clientèles pour bien adapter les services aux besoins des usagers, dans un objectif d'accessibilité pour tous et d'inclusion sociale ;
- formation continue du personnel, recrutement et rétention des employés spécialisés.

Enfin, en examinant les dépenses effectuées par les bibliothèques québécoises, on ne peut que constater la progression exprimée en « dépenses par habitant ». Progression très récente, puisqu'entre 2004 et 2005 seulement, l'accroissement a été de 7,21$ par personne[9], relié essentiellement à la Grande Bibliothèque, inaugurée en avril 2005. Il s'agit là d'une participation importante de l'État dans une institution au service de tous les Québécois, par ses riches collections, ses technologies de pointe et son personnel qualifié. Avec les investissements additionnels annoncés en 2007 (les programmes du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine pour la mise en réseau des bibliothèques et les infrastructures culturelles ou encore le plan d'action de la Ville de Montréal pour ses bibliothèques, pour ne nommer que ceux-là), les bibliothèques publiques québécoises sont en mesure de s'attaquer au rattrapage qui s'impose encore.

Des actions bien ciblées et des efforts concertés permettront d'atteindre les objectifs premiers des bibliothèques qui consistent à offrir à tous les citoyens des services documentaires de qualité, répondant à leur besoin d'éducation, d'information et de culture.

La bibliothèque publique : un réflexe de vie, une compagne pour toute la vie !

Conclusion

Nous voyons devant nous une route prometteuse. Prometteuse à la lumière des immenses progrès réalisés par les bibliothèques publiques québécoises au cours des dernières décennies. Prometteuse aussi en raison de l'appui, voire de la conviction, des citoyens et des autorités locales, régionales et nationales envers les bibliothèques publiques. Route prometteuse dans le contexte de technologies de l'information et des télécommunications donnant des moyens extraordinaires à des bibliothèques modernes et bien positionnées dans l'univers virtuel. Route prometteuse dans le contexte également de la réunion d'établissements documentaires et culturels (bibliothèques, centres d'archives, musées, etc.) capables de satisfaire de façon de plus en plus complète les besoins d'information, de documentation, de recherche et de culture de la population. Enfin, une route prometteuse conduisant à des bibliothèques publiques toujours plus efficaces grâce à la passion et à la compétence avec lesquelles leurs artisans œuvrent à leur développement, unissant leurs actions au sein de réseaux documentaires de façon à s'assurer de résultats toujours meilleurs.

> « … la bibliothèque publique est une force vivante au service de l'éducation, de la culture et de l'information et un moyen essentiel d'élever dans les esprits les défenses de la paix et de contribuer au progrès spirituel de l'humanité »[10] ▣

7. Théodule, Marie-Laure *et al.* 2007. Dossier WEB 3.0 : l'@venir d'Internet. *La Recherche*, n° 413 (novembre 2007) : 28-45.
8. On peut consulter les Actes du Colloque sur l'avenir des bibliothèques publiques du Québec sur Internet aux adresses suivantes : http://www.bpq.org; http://www.reseaubiblioduquebec.qc.ca; http://www.banq.qc.ca
9. *Bibliothèques publiques : statistiques 2005*. 2006. Québec : ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.
10. Manifeste de l'IFLA / Unesco sur la bibliothèque publique, 1994. http://www.ifla.org/vii/s8/unesco/fren.htm (consulté sur Internet le 30 novembre 2007).